



**2017**

# **Rapport Annuel d'Activités et de Résultats**

**Fonds fiduciaire de  
l'Union européenne  
pour la République  
Centrafricaine "Fonds  
Bêkou"**

## TABLE DES MATIERES

<b>1.</b>	<b>ÉVÈNEMENTS POLITIQUES ET OPÉRATIONNELS MARQUANTS</b>	<b>3</b>
<b>2.</b>	<b>PROGRAMMATION, MISE EN OEUVRE ET RÉSULTATS (Y INCLUS ÉVALUATIONS)</b>	<b>5</b>
2.1	PROGRAMMATION .....	5
2.2	MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES ET RÉSULTATS CLÉS .....	6
2.3	SUIVI ET ÉVALUATION .....	24
2.3.1	COLLECTE DE DONNÉES PÉRIODIQUE .....	24
2.3.2	MISSIONS DE SUIVI AXÉ SUR LES RÉSULTATS .....	25
2.3.3	ÉVALUATIONS .....	25
2.4	COMMUNICATION ET VISIBILITÉ .....	25
<b>3.</b>	<b>RAPPORT FINANCIER</b>	<b>27</b>
3.1	PROMESSES DE DONS ET CONTRIBUTIONS .....	27
3.2	BÉNÉFICIAIRES ET MONTANTS CONTRACTUALISÉS .....	30
3.3	MONTANTS PAYÉS .....	36
<b>4.</b>	<b>MANAGEMENT ET CONTRÔLE INTERNE</b>	<b>37</b>
4.1	RÉSULTATS DES CONTRÔLES .....	37
4.1.1	EFFICACITÉ DES CONTRÔLES CONCERNANT LA LÉGALITÉ ET LA RÉGULARITÉ .....	37
4.1.2	PRÉVENTION ET DÉTECTION DES FRAUDES .....	38
4.2	OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS FAITES PAR LE SERVICE D'AUDIT INTERNE/LA COUR DES COMPTES .....	38
4.3	ÉVALUATION DE L'EFFICACITÉ DES SYSTÈMES DE CONTRÔLE INTERNE.....	39

## **1. ÉVÈNEMENTS POLITIQUES ET OPÉRATIONNELS MARQUANTS**

L'année 2017 a été marquée par une détérioration générale de la situation sécuritaire et humanitaire en République centrafricaine (RCA), avec une recrudescence des affrontements entre groupes armés, et un impact direct sur la population (plus de 800 civils tués en 2017). Le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays a augmenté de 49%, passant de 402,000 en janvier à 600,000 en fin d'année. Plus de 480,000 Centrafricains sont réfugiés dans les pays voisins et la moitié de la population (2,4 millions de personnes) demeure dépendante de l'assistance humanitaire.

De nouvelles initiatives de paix ont vu le jour en 2017, sous l'égide notamment de l'Union africaine et de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale, mais également des pays voisins et de la Comunità Sant'Egidio, qui tentent de ramener les nombreux groupes armés autour de la table des négociations, pour un accord de paix durable. Ces processus parallèles doivent progresser et être harmonisés.

L'approche globale et intégrée de l'UE (premier bailleur en RCA) est plus que jamais d'actualité, avec l'action de la Mission de formation de l'UE ("EUTM"), l'aide au développement et humanitaire, et l'approche "résilience" du Fonds Bêkou.

Une des enjeux importants est le redéploiement de l'administration de l'Etat sur tout le territoire sécurisé. C'est l'approche qui a déjà commencé avec la ville de Bambari, avec un déploiement massif des forces de sécurité (police, gendarmerie, MINUSCA), et avec un effort de réhabilitation des bâtiments publics. Le défi reste cependant de mobiliser les fonctionnaires et de revitaliser l'activité économique.

Ce contexte motive encore plus l'action du Fonds Bêkou, qui doit rester flexible et adaptable aux changements de situation, et intervenir partout dans le pays dès que les conditions minimums le permettent.

2017 a été la première année de mise en œuvre du Plan national de Relèvement et de Consolidation de la Paix (RCPCA) 2017-2021 que le gouvernement centrafricain avait adopté en octobre 2016.

Une revue des axes d'intervention prioritaires du Fonds Bêkou s'est par conséquent imposée pour s'aligner sur le RCPCA. Le Conseil d'administration du Fonds Bêkou a adopté sa stratégie opérationnelle pour la période 2017-2019 lors de sa troisième session annuelle qui s'est tenue le 22 juillet 2017 pour la première fois à Bangui en présence du Directeur général de DEVCO.

La stratégie du Fonds Bêkou pour 2017-2019 réaffirme sa finalité d'appuyer la reconstruction de la République centrafricaine et assure la continuité de l'approche "résilience" dans les secteurs prioritaires d'intervention du Fonds tels que définis dans son acte constitutif. Outre l'alignement sur les trois piliers du RCPCA, la stratégie marque la volonté de s'appuyer sur une plus forte implication de la partie nationale au niveau de l'identification et de la priorisation des besoins, du montage et du suivi des projets et l'ambition de jouer un rôle actif dans les mécanismes de coordination mis en place.

En cohérence avec son mandat LRRD ("Linking Relief, Rehabilitation and Development"), le Fonds Bêkou a ainsi défini ses domaines d'activité pour la

période 2017-2019 comme suit:

- le développement rural;
- l'appui au secteur de la santé;
- l'appui au redéploiement des services de l'Etat;
- et la médiation/réconciliation au niveau communautaire, y inclus la prise en compte de la dimension psycho-sociale des conséquences de la crise.

En 2017, le Fonds Bêkou a adopté de nouvelles actions pour soutenir la mise en œuvre du Plan national de Relèvement et de Consolidation de la Paix pour un montant total de 52.3 M€ dans les domaines suivants : réconciliation, santé, eau et assainissement, résilience rurale et emplois et désenclavement des régions.

En 2017, le Fonds Bêkou a été l'objet d'un audit de performance de la Cour des Comptes européenne<sup>1</sup> qui est globalement positif; il met également en avant certains points qui méritent d'être améliorés et formule des recommandations qui font d'ores et déjà l'objet d'une attention particulière du Fonds.

A l'occasion de la revue annuelle du RCPCA, la gestionnaire du Fonds a profité de sa présence à Bangui pour faire une présentation exhaustive de Bêkou au Conseil des ministres (en présence du Président) ce qui a été l'occasion d'échanger avec l'ensemble du gouvernement, y compris les nouveaux ministres qui ont pris fonction suite au remaniement du gouvernement le 12 septembre 2017. Une séance d'échanges a également été organisée à l'Assemblée nationale, démarche qui a également été grandement appréciée.

Par ailleurs, au cours de l'année 2017, les interventions du Fonds Bêkou ont été marquées par les événements politiques et sécuritaires suivants:

- des mouvements de retour accélérés à Bangui et dans certaines régions de l'arrière-pays suite à la fermeture de 20 sites de déplacés à Bangui, la stabilisation politique depuis les élections législatives en 2016, et le départ des groupes armés dans la ville de Bambari: Le Fonds Bêkou a pris de nouveaux engagements pour appuyer la dynamique de retour.
- les conflits localisés notamment dans le Nord-Ouest et Sud-Est du pays: Plusieurs projets et partenaires de mise en œuvre du Fonds ont été affectés par les affrontements et l'insécurité dans les zones concernées. Il en a résulté des pertes d'équipement/matériel et, temporairement, la suspension de certaines activités ou un suivi à distance par les partenaires de mise en œuvre.

---

<sup>1</sup> Rapport spécial n° 11/2017: Le fonds fiduciaire Bêkou de l'UE pour la République centrafricaine: un début chargé d'espoir malgré quelques insuffisances, <https://www.eca.europa.eu/fr/Pages/DocItem.aspx?did=41726>

## 2. PROGRAMMATION, MISE EN OEUVRE ET RÉSULTATS (Y INCLUS ÉVALUATIONS)

### 2.1 Programmation

Lors des 4 réunions qui se sont tenues en 2017, le Comité de gestion a adopté 3 nouveaux programmes en 2017, augmentant à 15 le nombre total de ses actions depuis sa création le 14 juillet 2014:

<b>Fiches d'action adoptées (2014-2017)</b>		
<b>Action</b>	<b>Montant (EUR)</b>	<b>Date d'adoption<sup>2</sup></b>
Facilité d'assistance technique et de communication	500 000	29/09/2014
Programme de reconstruction économique et sociale en milieu urbain (PRESU I)	4 500 000	29/09/2014
Amélioration de la situation économique et sociale des femmes et de leur famille en RCA (Genre I)	1 500 000	29/09/2014
Programme d'appui sectoriel santé au Plan de Transition en RCA (Santé I)	15 000 000	29/09/2014
Programme d'appui à la production alimentaire pour la résilience et la cohésion sociale des communautés affectées par les crises récurrentes en République Centrafricaine	10 000 000	18/12/2014
Programme de réponse à court et moyen terme à l'afflux de réfugiés de République Centrafricaine au Cameroun	4 500 000	18/12/2014
Programme de relance économique et d'autonomisation des acteurs économiques centrafricains	11 000 000	27/03/2015
Projet Ecofaune+, Ecosystèmes faunistiques du nord-est RCA et du sud-est de la RCA	5 500 000	18/11/2015
Programme de promotion de l'intégration et de la participation des femmes et des jeunes filles à la vie économique, sociale et politique de la République Centrafricaine (Genre II)	2 000 000	18/11/2015
Projet de reconstruction économique et sociale en milieu urbain – Phase 2 (PRESU II)	11 760 000	18/11/2015

---

<sup>2</sup> Il s'agit de la date initiale d'adoption de la Fiche d'action. Les actions peuvent avoir subi des révisions décidées ultérieurement par le Comité de gestion. Révisions adoptées en 2017: augmentation de 10.3 millions d'euros du programme Promotion de la cohésion sociale, du dialogue et de la réconciliation dans la société centrafricaine; augmentation de 6 millions d'euros du programme Santé II.

Programme de promotion de la cohésion sociale, du dialogue et de la réconciliation dans la société centrafricaine	18 000 000	18/11/2015
Programme d'appui sectoriel santé au Plan de Transition en RCA (Santé II)	29 000 000	04/04/2016
Programme de résilience rurale et création d'emplois	18 000 000	06/12/2017
Projet de désenclavement des Régions en République Centrafricaine	7 000 000	06/12/2017
Projet Eau pour la Paix, Eau pour la Vie (PEPEV)	11 000 000	06/12/2017
<b>Montant total des décisions adoptées (EUR)</b>	<b>149 260 000</b>	

Au total, le Fonds Bêkou a adopté un montant de 52.3 millions d'euros pendant l'année; actions concentrées sur le développement rural, les infrastructures (ponts), l'eau et assainissement, l'appui au retour des déplacés en RCA, et une extension de la couverture sanitaire.

## 2.2 Mise en œuvre des programmes et résultats clés

### ❖ *Reconstruction économique et sociale en milieu urbain (PRESU – phases 1 et 2)*

Ce programme dont l'exécution a été déléguée à l'Agence française de développement (AFD), avait démarré en avril 2015 pour une période de 36 mois, ayant pour objectifs de favoriser la reconstruction économique des ménages selon l'approche des Travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre (THIMO) et de permettre le retour de l'action publique par l'amélioration de l'environnement social et urbain des quartiers précaires de Bangui.

En 2017, le programme a continué à cibler les quartiers hautement vulnérables dans les 3<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> arrondissements de Bangui, sélectionnés pour leur volatilité et précarité, mais également leur mixité sociale et les importants besoins en infrastructures et services de base. Grâce à l'accalmie en 2017 à Bangui et à l'opération "Noël à la maison" du gouvernement, les quartiers Sara/Yakité, Miskine et KM5 ont connu une accélération des retours des déplacés à partir du début d'année 2017.

Les actions sociales d'urgence qui ont débuté en juillet 2015, se sont achevées au 15 février 2017. Ce volet du projet a été mis en œuvre par le consortium d'ONG *Agency for Technical Cooperation and Development (ACTED)/Danish Refugee Council (DRC)/OXFAM* qui en a assumé la Maîtrise d'Ouvrage Urbaine et Sociale (MOUS). Il inclut les THIMO, les activités d'amélioration de l'accès à l'eau et l'assainissement, les formations professionnelles, les activités génératrices de revenu (AGR) et la promotion de l'épargne à base communautaire, l'appui psychosocial, et le soutien aux comités de paix et à la société civile dans la prévention/gestion pacifique des conflits. Ces actions ont spécifiquement ciblé les jeunes, les femmes et les enfants. La pérennisation des équipements d'eau et assainissement et la gestion de l'eau dans les quartiers ciblés restent cependant encore fragiles. Capitalisant sur l'expérience de la phase 1, des solutions pérennes à la gestion de l'eau sont envisagées lors de la phase 2 du programme.

Le programme PRESU – phase 1 compte sur une forte appropriation centrafricaine; d'une part via la convention de financement entre l'AFD et le Gouvernement pour les volets "préparation de la phase 2" et "réhabilitation de voiries structurantes", et d'autre part via la collaboration de la MOUS avec les

autorités locales, les chefs de quartier, la Société de Distribution de l'Eau en Centrafrique (SODECA), l'Agence Centrafricaine pour la Formation Professionnelle et l'Emploi (ACFPE) et l'Institut Moderne des Métiers Spécialisés (IMMS). Par ailleurs, plusieurs ONG nationales<sup>3</sup> ont été étroitement associées au programme pour la mise en œuvre des THIMO, les formations et les AGR.

La phase 2 du programme a démarré en janvier 2017, également pour une durée de 36 mois, et assure la capitalisation des acquis de la phase 1, tout en s'élargissant à des actions structurantes de réhabilitation des quartiers vulnérables à Bangui et un renforcement des capacités de la mairie de Bangui. Les études techniques sur les équipements structurants (marchés, équipements scolaires et de santé, équipements sociaux, etc.) et de proximité (drainage, voirie, etc.) devraient prendre fin au premier trimestre 2018. La convention de financement avec le gouvernement centrafricain pour la phase 2 a été signée fin août 2017 prévoyant la désignation des maîtrises d'ouvrages de la phase 2. Un appel à manifestation d'intérêt pour la MOUS de la phase 2 a été lancé au dernier trimestre de 2017.

<b>Résultats clés – PRESU (phase 1)</b>		
<b>Indicateur</b>	<b>Résultat</b>	<b>Taux de réalisation</b>
Nombre de personnes recrutées dans le cadre des chantiers THIMO	4 566 (72% de jeunes; 58% de femmes)	100%
Nombre de personnes ayant participé à la formation professionnelle (couture-coupe, menuiserie, mécanique automobile, électricité)	198 jeunes	99%
Nombre de bénéficiaires des activités génératrices de revenu (AGR)	1 640 (regroupées dans 65 acteurs économiques locaux; 68% de femmes)	102%
Micro-crédits octroyés dans le cadre des AGR	6 740 000 FCFA octroyés à 65 acteurs économiques locaux	80% de remboursements des micro- crédits  66% des tontines fonctionnelles <sup>4</sup>
Nombre de victimes de violations de leurs droits/vulnérables ayant reçu une	1 127	94%

<sup>3</sup> Association des Jeunes Solidaires pour le Développement Durable (AJSD), Les Flamboyants, Organisation des Femmes Centrafricaines (OFCA).

<sup>4</sup> Sont considérés comme fonctionnelles, les tontines tenant des réunions régulières (au moins une fois par semaine) et produisant des comptes rendus écrits.

assistance directe		
Nombre d'activités psychosociales communautaires organisées	160	160%
Nombre de personnes ayant été sensibilisées/formées aux mécanismes de protection individuelle	6 132	103%
Nombre de conflits résolus par les comités de paix après la formation de leurs membres	220 conflits résolus sur 342 conflits enregistrés	64%
Nombre d'initiatives de rapprochement communautaire	66	105%
Plans de sécurité communautaire mis en œuvre	3 (quartiers de Miskine, Sara Yakité et KM5)	100%
Nombre de Kiosques Borne Fontaine (KBF) construits	9 KBF <sup>5</sup> (11 766 personnes bénéficient des installations)	90%
Nombre d'établissements publics ayant accès à l'eau et assainissement en quantité et qualité suffisante	4 (3 écoles + 1 marché)	100%
Nombre de clubs d'hygiène formés et actifs dans les écoles	2 écoles (environ 15 000 élèves bénéficiaires)	100%

**❖ Amélioration de la situation économique et sociale des femmes et de leur famille en RCA et Promotion de l'intégration et de la participation des femmes et des jeunes filles à la vie économique, sociale et politique de la République Centrafricaine (Genre – phases 1 et 2)**

Le Fonds Bêkou soutient la RCA dans la promotion féminine et sa politique du Genre en renforçant l'autonomisation économique et sociale des femmes et jeunes filles, et en promouvant leur participation citoyenne.

Suite à l'échéance de la première phase fin août 2016, la deuxième phase a démarré en juillet 2017. Le projet, mis en œuvre par le Consortium d'ONG *International Rescue Committee UK* (IRC-UK) et *Cooperazione Internazionale* (COOPI), capitalise les acquis et expériences de la première phase, tout en intégrant une extension géographique<sup>6</sup> et l'approche innovante des Centres d'Autonomisation Socio-économique des Femmes/Filles (CASEF) dans les zones ciblées de Bangui, Bocaranga, Kaga Bandoro et Mbaïki.

<sup>5</sup> 1 KBF n'a pas été finalisé en raison des conditions d'insécurité et du faible niveau de retour des déplacés dans le quartier de Poto Poto Souma à Sara Yakité.

<sup>6</sup> La zone de Mbaïki a été ajoutée lors de la phase 2.



Le projet est fortement ancré dans la société centrafricaine par (i) l'établissement d'un partenariat durable avec des ONG nationales lesquelles voient leurs capacités renforcées, mais qui participeront également directement à la mise en œuvre du projet, (ii) l'installation de centres communautaires pour la prise en charge des victimes de violences basées sur le genre (VBG), les activités de sensibilisation, les formations, l'appui aux activités génératrices de revenus etc., et (iii) le soutien aux groupements féminins locaux.

Dans les zones de Bangui, Bocaranga et Kaga Bandoro, fort de l'expérience de la phase 1, IRC a pu se focaliser sur les organisations féminines les plus prometteuses. Le projet cible notamment les femmes et filles en situation de vulnérabilité économique et/ou confrontées aux VBG, aux abus ou à l'exclusion du système scolaire. Cependant, afin de promouvoir une véritable approche en faveur du genre, les services du projet sont également accessibles aux hommes se trouvant dans des situations similaires de vulnérabilité.

Malheureusement, la situation sécuritaire dans les zones d'intervention de Bocaranga et Kaga Bandoro s'est nettement détériorée en 2017, et elle est restée hautement volatile pendant les 6 premiers mois de mise en œuvre du projet. Bangui et Mbaïki ont connu une situation sécuritaire relativement stable. Cette première demi-année a principalement été une période de démarrage lors de laquelle ont été réalisées les activités préparatoires ont été menées pour le renforcement des capacités et partenariat avec les ONG nationales, l'appui aux femmes et filles, la préparation de l'installation d'espaces communautaires. Pour ce qui concerne la lutte contre les violences basées sur le genre, des séances de sensibilisation ont été conduites auprès de 928 personnes à Bangui et à Mbaïki, et de nouveaux cas de VBG ont été identifiés et pris en charge.

Une assistance technique au Ministère de tutelle est également prévue lors de cette deuxième phase du programme. Suite au remaniement du Gouvernement centrafricain en septembre 2017, le dialogue a dû être repris avec la nouvelle Ministre de la Promotion de la Femme, de la Famille et de la Protection de l'Enfant et son équipe. L'assistance technique est prévue d'être lancée au premier semestre 2018.

#### **❖ *Appui sectoriel santé au Plan de Transition en RCA (phases 1 et 2)***

Ces programmes santé visent à appuyer le gouvernement dans l'amélioration de l'état de santé de la population centrafricaine en assurant la fourniture de soins de santé de qualité, en revitalisant le cadre institutionnel et en renforçant les capacités des services du ministère de la Santé et de la Population. L'action du Fonds Bêkou s'aligne sur la directive ministérielle concernant la gratuité des soins pour les personnes vulnérables<sup>7</sup>. Par ailleurs, l'accent est mis sur le renforcement des équipes cadres régionales, les équipes cadres de district, et le personnel des formations sanitaires, afin qu'ils puissent pleinement assumer leurs responsabilités.

La phase 1 du programme de santé s'est globalement clôturée vers mi-2016 pour les 6 projets de mise en œuvre<sup>8</sup>, ainsi que l'assistance technique au Ministère de la Santé et de la Population (MSP). Au total, cette première phase a

---

<sup>7</sup> Enfants 0-5 ans, femmes enceintes, femmes allaitantes pendant les 12 premiers mois après l'accouchement, personnes qui présentent des cas d'urgences, toute la population en zone de crise aigüe.

<sup>8</sup> Le projet avec PUI s'est terminé le 31 janvier 2017.

bénéficié à plus d'1.4 millions de personnes, avec 1 189 683 consultations curatives prestées, 37 999 enfants vaccinés, 2 884 enfants pris en charge pour malnutrition aigüe sévère, 33 059 accouchements assistés, 67 616 femmes accompagnées dans leur grossesse (consultations prénatales 2 ou plus), et des campagnes de sensibilisation atteignant 111 478 habitants.

La phase 2 a démarré en août 2016 pour la majorité des projets de mise en œuvre. Afin de garantir une efficacité et une cohérence dans les appuis donnés aux formations sanitaires, équipes cadres de districts et régions sanitaires, la phase 2 est mise en œuvre par les 5 partenaires ONG de la phase 1: Première Urgence Internationale (PUI), *International Medical Corps* (IMC), *Alliance for International Medical Action* (ALIMA), Cordaid et Croix-Rouge française.

Bien que la phase 2 s'inscrive dans la continuité de la phase 1, elle connaît une extension géographique<sup>9</sup> et une couverture accrue des formations sanitaires (FOSA) en RCA. Le renforcement des capacités du personnel local reste un axe prioritaire de la phase 2. Ainsi, le Fonds Bêkou a continué à appuyer le gouvernement centrafricain dans la fourniture de soins de santé de qualité et la mise en œuvre du Programme Elargi de Vaccination (PEV) au niveau des districts et régions sanitaires, ainsi que le renforcement du cadre institutionnel central et décentralisé. Le paquet minimum et complémentaire fourni à la population inclue également les composantes de nutrition, santé mentale et réhabilitation psychosociale, et victimes de violence sexuelle.

Depuis son lancement, plus de 1.2 millions de personnes ont déjà bénéficié du programme dans 7<sup>10</sup> des 8 régions sanitaires de la RCA. Les 8 projets appuient au total 133 sites, dont 2 hôpitaux régionaux, 7 hôpitaux de district, 122 postes/centres de santé et 2 sites de déplacés<sup>11</sup>. Les violences causées par les groupes armés notamment dans les régions de la Haute-Kotto, du Mbomou et de la Vakaga, ont cependant affecté la mise en œuvre des projets de santé. Ainsi, le Fonds Bêkou est passé de la gratuité ciblée des soins à la gratuité totale dans 18 sur les 28 formations sanitaires du district de Bangassou et Bria. L'insécurité localisée a également eu un impact sur l'approvisionnement en médicaments, la sécurité du personnel des ONG et de l'équipement, la prise en charge en raison des déplacements de population, et l'accès aux sites d'intervention.

Une assistance technique vient en appui au ministère de la Santé et de la Population ayant pour principal objectif d'appuyer les services décentralisés dans les régions sanitaires. Une deuxième assistance technique, en appui au ministère central dans son rôle politique, stratégique et de coordination, est prévue d'être lancée au 1<sup>er</sup> semestre 2018. D'ici là, l'assistant technique en RCA depuis septembre 2017, couvre les besoins de coordination des actions du Fonds Bêkou dans le secteur de la santé.

---

<sup>9</sup> Les districts sanitaires de l'extension sont Boda et Berberati.

<sup>10</sup> Le programme cible les régions sanitaires n°1 à 7 couvrant les districts Boda, Berberati, Bossangoa, Birao, Bria, Ndélé, Bangassou, Ouagno, Bimbo et 6<sup>e</sup> arrondissement de Bangui, Lakouanga, Ouango-Bangui, Castors, Bédé Combattant et Bimbo.

<sup>11</sup> L'appui au site de déplacés Carmel s'est arrêté en janvier 2017 suite à la fermeture du site.

Résultats clés – Santé (phase 2)		
Indicateur	Résultat	Taux de réalisation
Population cible/bénéficiaire	1 283 527	109%
Nombre de consultations curatives prestées	841 457	93%
Nombre d'enfants vaccinés PENTA	35 371	96%
Nombre de bénéficiaires (femmes enceintes et enfants) d'autres vaccinations dans le cadre du PEV	33 655	(cible non définie)
Nombre de cas référés	4 050	175%
Nombre d'enfants pris en charge pour malnutrition aigüe sévère	2 923	75%
Nombre d'accouchements assistés	35 899	97%
Nombre de femmes visites CPN1 et plus	114 771	129%
Nombre de nouveaux cas bénéficiant d'une prise en charge psychosociale/santé mentale	748	6%
Nombre de victimes de violences sexuelles prises en charge	125	83%
Nombre de personnes bénéficiaires des activités de sensibilisation	214 496 <sup>12</sup>	96%
Nombre d'interventions chirurgicales et gynéco-obstétricales (urgences et programmées)	693	(cible non définie)

❖ ***Appui à la production alimentaire pour la résilience et la cohésion sociale des communautés affectées par les crises récurrentes en République centrafricaine***

Le programme d'appui à la production alimentaire pour la résilience et la cohésion sociale des communautés affectées par les crises récurrentes en République centrafricaine vise à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle à travers un appui à la relance de la production alimentaire, à la gestion des enjeux intercommunautaires et au renforcement des capacités institutionnelles.

Le programme, mis en œuvre depuis 2015, comporte 3 volets complémentaires:

1. Résilience des communautés rurales agricoles et agropastorales: mis en œuvre par la *Food and Agriculture Organization* (FAO) et DRC dans la région de l'Ouham Pendé (nord-ouest) et WWF dans les régions de la Lobaye et Sangha Mbaéré (sud-ouest);

<sup>12</sup> Les bénéficiaires des sessions de sensibilisation sont plus élevés que le montant indiqué, mais certaines données n'étaient pas disponibles au moment du rapport annuel. Par ailleurs, le nombre de bénéficiaires de certaines activités, telles que les radio diffusions, est difficile à estimer étant donné que celles-ci s'adressent à un public de masse et/ou une population ciblée.

2. Transhumance et renforcement des communautés pastorales: mis en œuvre par la FAO, DRC, Association for *Cooperative Operations Research and Development* (ACORD), ACTED et *Catholic Relief Services* (CRS) à échelle nationale<sup>13</sup>;

3. appui au petit élevage: mis en œuvre par COOPI à Bangui et sa périphérie.

A l'exception de l'appui au petit élevage mis en œuvre par COOPI qui a seulement démarré à la fin juillet 2017, la mise en œuvre des projets s'est principalement terminée en 2017. Le projet du volet 3 a consacré les 6 premiers mois de sa mise en œuvre notamment au recrutement du personnel, l'identification des sites d'intervention et des bénéficiaires.

Au total, 751 759 personnes ont bénéficiées de manière directe de l'action. Cependant, indirectement, les activités ont atteint toute la population des zones ciblées par le renforcement des capacités nationales à fournir des services aux agriculteurs et éleveurs, la réhabilitation d'infrastructures légères (marchés/parcs de bétail, abattoirs), les sensibilisation/formations via les campagnes de masse et radiodiffusions, et la mise en place/redynamisation de structures communautaires de dialogue et cohésion sociale qui serviront les communautés. Le programme a relancé les campagnes de vaccination des animaux d'élevage lesquelles étaient arrêtées depuis la crise humanitaire en 2013/2014.

Transversalement, les projets ont intégré des activités de cohésion sociale et gestion des conflits, afin de contribuer à la cohabitation pacifique entre agriculteurs et éleveurs. Le programme a également mis un accent fort sur le renforcement des capacités et compétences des groupements locaux et comités communautaires, ainsi que des acteurs nationaux tels que l'Agence Nationale de Développement de l'Elevage (ANDE) et la Fédération Nationale des Eleveurs Centrafricains (FNEC). Ces bénéficiaires ont été appuyés en structuration, intrants, formations techniques/thématiques et accompagnement.

Les projets dans le Nord-Ouest et Sud-Est ont connu des incidents causés par les violences perpétrées par les groupes armés en 2017. Les sites d'intervention affectés ont été difficiles d'accès, du personnel des organisations partenaires ont subi des agressions, et des vols d'équipement et matériel ont été rapportés. Néanmoins, les activités ont continué, à part dans la zone de Zémio où la base de l'ONG ACTED a dû être fermée en juillet 2017. Les activités à Zémio ont pourtant repris en fin d'année.

---

<sup>13</sup> Ouham, Ouham Pendé, Nana Mambéré, Nana Gribizi, Obella Mpoko, Mambéré Kadei, Ouaka, Kémo, Lobaye, Bamingui-Bangoran, Haute-Kotto, Basse-Kotto, Mbomou, Haut-Mbomou, Vakaga, Sangha Mbaéré

Résultats clés – Sécurité alimentaire et nutritionnelle		
Indicateur	Résultat	Taux de réalisation
<b>Volet 1 – Résilience des communautés rurales agricoles et agropastorales</b>		
Nombre de groupements agricoles, producteurs de semences, rizicoles et maraichers formés et équipés en kits	1 100	138%
Nombre de groupements d'élevage formés et équipés	120	100%
Nombre de groupements de femmes formés et équipés pour leurs AGR (transformation/diversification alimentaire et non alimentaire)	146	97%
Nombre de bénéficiaires appuyés dans les AGR agricoles/petit élevage	12 057	301%
Nombre de groupements accompagnés ayant développé des systèmes d'épargne et de crédit villageois avec succès	710	137%
Nombre de groupements adhérents aux Caisses d'épargne et de crédit de Bozoum, Ndim, Ngaoundaye et Kouï	181	60%
Nombre d'ateliers artisanaux (cordonnerie, menuiserie, forgeron, mécanique, briqueterie) produisant régulièrement à la fin du projet	6	60%
Nombre d'organisations paysannes redynamisés autour des filières porteuses	30	100%
Nombre de groupements agricoles ayant été formés sur les Champs Ecole Paysans (CEP)	864	100%
Nombre de centres de formation agricole et de promotion féminine fonctionnels	15	125%
Nombre de centrales d'achat réhabilités et fonctionnelles	5	83%
Nombre de pharmacies vétérinaires fonctionnelles	4	67%
Nombre de plateformes multifonctionnelles gérées par des femmes mises en place pour favoriser la transformation et la valorisation des produits agricoles	3	75%
Nombre de personnes sensibilisées en matière de protection et gestion des conflits	8 219	235%

Nombre de personnes sensibilisées/formées sur la gouvernance forestière	27 070	60%
la gouvernance des ressources naturelles	40	100%
l'agriculture durable	216	116%
Nombre de comités villageois et OSC locales pour la gestion des ressources naturelles/forestières appuyés dans leur structuration et redynamisation	38	119%
<b>Volet 2 – Transhumance et renforcement des communautés pastorales</b>		
Nombre de ménages pastoraux ayant bénéficiés des campagnes de vaccination des animaux	90 000	100%
Nombre d'agents vétérinaires de l'ANDE actifs	174	200%
Nombre d'animaux vaccinés (bovins et petits ruminants)	2 191 072	104%
Nombre de parcs de bétails réhabilités	250	204%
Nombre de pharmacies vétérinaires réhabilitées	3	100%
Nombre de secteurs vétérinaires fonctionnels de l'ANDE et FNEC	105	116%
Nombre de personnes bénéficiant des activités de cohésion sociale et gestion pacifique des conflits entre éleveurs et agriculteurs/liés à la transhumance	14 010	31%
Nombre de groupements agricoles/pastoraux appuyés en intrants/formations techniques/AGR	282	

### ❖ *Réponse à court et moyen terme à l'afflux de réfugiés de République centrafricaine au Cameroun*

Le projet de réponse à court et moyen terme à l'afflux de réfugiés de la République centrafricaine au Cameroun, mis en œuvre par la *Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit* (GIZ), est venu à terme au 30 juin 2017.

L'action avait pour objectif de réduire les tensions entre les populations locales et les réfugiés dans les régions de l'Est, du Nord et de l'Adamaoua au Cameroun. Plus spécifiquement, le projet visait à (i) accompagner le gouvernement camerounais dans l'élaboration du plan opérationnel de sa stratégie sectorielle de développement social qui inclut les services pour les personnes déplacées internes et les réfugiés, (ii) réduire la collecte anarchique du bois par les réfugiés des camps (volet combustibles), et (iii) améliorer l'accès à l'eau et assainissement dans les villages accueillant les réfugiés centrafricains (volet WASH).

L'action a été mise en œuvre en collaboration étroite avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR), le Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT), le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MINATD), le Ministère de l'Eau et de l'Energie (MINEE), l'ambassade de la RCA au Cameroun, les services du Gouverneur de la région de l'Est, et les représentants de réfugiés.

Deux études ont été réalisées lesquelles ont établi un état des lieux et un diagnostic de la situation des réfugiés centrafricains résidents au Cameroun et l'identification de projets et stratégies pour faciliter le rapatriement volontaire des réfugiés centrafricains le moment opportun. Par la suite, le plan opérationnel pour la mise en œuvre de la stratégie sectorielle de développement social a été élaboré à travers des concertations au niveau local et national.

Pour la deuxième composante du projet concernant la production et distribution de combustibles, elle s'est limitée au camp de réfugiés de Mbilé. Cette composante, mise en œuvre en partenariat avec PUI, Action contre la Faim (ACF), GIC Clairnet (locale) et APCRE (locale), repose sur un modèle de fabrication de combustible alternatif innovant: Des briquettes de combustible sont produites par les réfugiés-mêmes à partir d'un mélange de sciure de bois et d'argile. La sciure de bois a été fournie gratuitement par la scierie environnante.

Cette composante, en raison de son caractère innovant, a subi plusieurs ajustements au cours de sa mise en œuvre. Une première phase pilote a permis de trouver la composition exacte des briquettes, ainsi que le modèle technique de production. Au final, la capacité de production avait atteint 97 877 briquettes par jour; quantité qui a permis de répondre aux besoins des ménages du camp de Mbilé. Les ménages ciblés ont également reçu des foyers améliorés fabriqués à base de paille, bouse de vache et terre de termitière. Les rémunérations monétaires pour les fabricants de briquettes ont de manière directe améliorée les conditions économiques des ménages concernés, mais toute l'activité de combustible a bénéficié aux réfugiés en réduisant la pénibilité du travail, les risques d'agressions et le temps consacré auparavant à la collecte du bois. Par ailleurs, les foyers améliorés ont permis une préparation des repas avec des risques réduits d'incendie et de maladies liées à l'émission de fumée de cuisson. L'évaluation du projet a démontré que 98% de la population réfugiée et 57% de la population hôte de Mbilé utilise les briquettes de sciure comme combustible. Ce volet a marqué l'intérêt de l'UNHCR, lequel s'est engagé à assurer la continuité à court et moyen terme des activités de fabrication et distribution de combustibles dans le camp de Mbilé.

La distribution de combustibles et foyers améliorés a été accompagnée de campagnes de sensibilisation à travers les causeries éducatives, affiches, sketches et démonstrations culinaires mis en œuvre par l'association locale Fondation Confucius. Une radio communautaire, appelée Radio Bêkou, a été mis en place et a réussi à atteindre environ 7 000 auditeurs sur un rayon de 11 kilomètres en plus des résidents du camp de Mbilé. Les émissions ont porté sur la paix, la cohésion sociale, et les pratiques environnementales responsables.

Quant au volet WASH, il a été mis en œuvre par les ONG ACF, Solidarités International et PUI en partenariat avec les communes ciblées et l'UNHCR. 7 communes ont bénéficié de ce volet, couvrant une centaine de villages dans les 3 régions d'accueil de réfugiés centrafricains. Les communes bénéficiaires ont également été accompagnées dans la gestion de l'eau et l'élaboration de stratégies de gestion de l'eau. Le projet a ainsi amélioré la cohésion sociale entre

communautés hôtes et réfugiés en réduisant la pression exercée sur les points d'eau. L'installation de latrines et de dispositifs de lavage de mains a été renforcée par 149 campagnes de promotion des bonnes pratiques d'hygiène.

<b>Résultats clé - Réponse à court et moyen terme à l'afflux de réfugiés de République centrafricaine au Cameroun</b>		
<b>Indicateur</b>	<b>Résultat</b>	<b>Taux de réalisation</b>
Nombre de personnes hôtes et réfugiées formées et fabriquant des briquettes contre rémunération monétaire	1 041	104%
Quantité de briquettes fabriquées et distribuées	8 899 400	
Nombre de ménages hôtes et réfugiés recevant les briquettes	3 152	63%
Nombre de ménages hôtes et réfugiés ayant reçu un foyer amélioré	4 040	81%
Nombre de personnes hôtes et réfugiées formées à la fabrication de foyers améliorés	4 435	4 435%
Nombre de foyers améliorés fabriqués	8 625	287%
Nombre de forages construits/réhabilités et sources d'eau aménagées dans les communes ciblées	36 forages et 64 points d'eau 10 sources d'eau aménagées 3 réservoirs de stockage de l'eau avec bornes fontaines	141%
Nombre de centres de santé ou écoles situés en priorité dans les villages à proximité des camps dont les conditions sanitaires sont améliorées	54 latrines et 30 dispositifs de lavage des mains dans 29 centres de santé/hôpitaux/écoles	145%
Nombre d'analyses de la qualité de l'eau effectuées	418 analyses de la qualité de l'eau effectuées	104%
Nombre d'aires de lavage de linge construites à proximité des sources d'eau	14 aires de lavage de linge	100%



Nombre de communes du projet où le système de gestion de l'eau est amélioré	<p>Dans les 7 communes:</p> <p>125 comités de gestion des points d'eau appuyés</p> <p>11 cartes hydrauliques réalisées</p> <p>2 plans communaux de développement actualisés</p> <p>30 artisans réparateurs formés à la maintenance des points d'eau</p> <p>96 agents communaux renforcés dans la gestion de l'eau</p> <p>6 magasins/boutiques de vente de pièces détachées pour les points d'eau mis en place</p>	100%
---	---	------

#### ❖ *Relance économique et d'autonomisation des acteurs économiques centrafricains*

Le Programme "Relance économique" contribue à l'autonomisation des acteurs économiques locaux affectés par la crise en RCA et à la reconstitution du tissu socio-économique dans le pays.

Le projet "Fini Bangondo Ti Mai (Nouvelle vision pour le développement)", mis en œuvre par le consortium d'ONG *Danish Refugee Council* (DRC), *Mercy Corps Europe* (MCE) et *ACTED*, renforce le capital économique, humain, social et financier des acteurs économiques de Bangui, Bimbo, Bégoua et Bouar.

Le programme vise à renforcer 1 500 acteurs économiques locaux et 600 Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit. L'action comporte deux volets d'intervention: (i) l'accompagnement et l'appui/conseil aux porteurs de projets et (ii) le renforcement des capacités techniques et opérationnelles des établissements de microfinance.

Les 6 filières maraîchage, aviculture, savonnerie, apiculture, construction traditionnelle et textile, ont été identifiées comme porteuses dans les zones ciblées lors de l'étude socio-économique menée initialement. L'étude a également permis d'établir un diagnostic de la microfinance et d'identifier les contraintes et freins à l'entrepreneuriat en RCA. Trois types d'acteurs économiques locaux (AEL) sont ciblés par le projet: AEL en consolidation, AEL en recapitalisation et, AEL émergents.

Des modules de formation sur l'éducation financière et l'entrepreneuriat ont été développés pour le renforcement des capacités des AEL. Par ailleurs, 20 formateurs experts nationaux ont été formés à l'utilisation des modules, ainsi que les membres d'ONG locales en charge du suivi/conseil de proximité aux AEL.

Le processus d'identification des AEL a été plus difficile qu'initialement estimé, afin de cibler les plus fiables et pertinents. Les AEL déjà identifiés ont passé une évaluation initiale (baseline) et ont suivi la formation en éducation financière et entrepreneuriat. Les AEL formés ont avancé sur l'élaboration de leur plan d'affaires.

En janvier 2017, l'initiative FabLab (un incubateur entrepreneurial permettant de soutenir des entrepreneurs innovants) a été lancée en partenariat avec l'Alliance française de Bangui et l'Ambassade de France. Les 13 lauréats porteurs de projets innovants ont été intégrés comme bénéficiaires dans le projet et un plan d'action adapté à chacun a été mis en place.

Dans le cadre du projet, 60 Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit ont été identifiées pour un appui aux tontines. Des campagnes de sensibilisation à l'épargne et sur le fonctionnement des Etablissements de Microfinance (EMF) ont été lancées.

<b>Résultats clés – Relance économique</b>		
<b>Indicateur</b>	<b>Résultat</b>	<b>Taux de réalisation</b>
Nombre d'AEL bénéficiant d'un paquet d'appui intégré pour lancer/redynamiser/consolider leur projet	973	65%
Nombre d'AEL formés en gestion économique et éducation financière	697	46%
Nombre d'individus formés en tant que formateurs en matière d'entrepreneuriat et éducation financière	20	33%
Nombre d'études réalisées pour le développement d'une stratégie opérationnelle	1	100%

La Composante "Renforcement des capacités techniques et organisationnelles des parties prenantes du secteur de la microfinance doit encore être opérationnalisée, à travers une convention de délégation avec l'Agence Française de Développement (AFD).

#### ❖ ***Ecofaune+, Ecosystèmes faunistiques du nord-est RCA/Tchad et du sud-est de la RCA***

Le programme Ecofaune+ vise à améliorer la gouvernance et la gestion durable des ressources naturelles et de la biodiversité en RCA dans une perspective de développement de l'économie verte et de lutte contre la pauvreté. L'action se décompose en deux zones ayant chacune ses particularités:

## **Les Aires protégées et les Zones Cynégétiques Villageoises (ZCV) dans le Nord-Est**

En juillet 2016, le Fonds Bêkou a contracté le Groupement Européen d'Intérêt Economique (GEIE) AGRECO pour la mise en œuvre du programme dans la région enclavée du Bamingui-Bangoran. Cette zone d'intervention complexe, restée sous le contrôle du groupe armé FPRC, connaît une situation sécuritaire fortement précaire.

En 2017, AGRECO, en collaboration avec *Wildlife Conservation Society* (WCS), a opéré un recensement aérien sur une superficie de 63 600 km<sup>2</sup> qui a confirmé le rapide déclin de la grande faune dans le Nord et le besoin d'imposer un moratoire pour permettre une restauration des populations menacées. Les résultats du recensement ont été partagés avec le Comité Interministériel de Suivi (CIS). Un dénombrement de la faune nocturne a également été effectué en 2017 utilisant des pièges caméras sur une période de 1 an, lequel sera complété par un sondage pedestre en période sèche au début de l'année 2018.

Cependant, une stratégie nationale de lutte anti-braconnage et un nouveau code de gestion de la faune et des aires protégées ont été adoptés par le gouvernement centrafricain en 2017.

Par ailleurs, AGRECO a procédé à un recrutement de surveillants pisteurs, afin d'augmenter l'effectif total à 40. Ainsi, 26 nouveaux surveillants pisteurs ont été intégrés dans le projet à partir de septembre 2017. Les missions de lutte anti-braconnage sont effectuées par 3 équipes comptant chacune 8 surveillants pisteurs. Chacune des équipes assure 15 jours de mission par jour.

Dans l'objectif de faciliter l'auto-emploi aux jeunes désœuvrés pour les détourner des activités illégales, dont le braconnage, le centre de formation des jeunes à Bamingui a été réhabilité. Une première cohorte de 50 pionniers a été formée aux métiers tels que la couture, la mécanique et soudure, le petit élevage, l'agriculture, la menuiserie et la maçonnerie. Les formations sont mises en œuvre en partenariat avec le Haut-Commissariat chargé de la Jeunesse Pionnière Nationale (JPN).

Un lien entre les formations et les micro-projets a été établi en incluant la construction d'une pintadière et d'un four traditionnel de boulangerie dans les travaux pratiques. Les micro-projets ont été lancés et prévoient la production et vente des pintades et œufs, la production de pain, la culture du manioc, et la production et commercialisation de la viande de bœuf séchée.

En termes de coordination, le Comité Interministériel de Suivi, composé de 12 hauts responsables ministériels, est désormais opérationnel et un comité de coordination technique avec les autres acteurs de la zone sera également mis en place.

## **La réserve naturelle "Chinko" dans le Sud-Est de la RCA**

Le parc Chinko est géré par l'ONG *African Parks Network* (APN), laquelle a conclu un accord sur 50 ans avec le gouvernement centrafricain. Le contrat entre APN et le Fonds Bêkou a été signé en décembre 2017 et la mise en œuvre devrait commencer en janvier 2018.

Cette action contribuera à la gestion durable et à la conservation de la biodiversité de la réserve naturelle Chinko par la réhabilitation/maintenance des

routes, le renforcement des réseaux de communication, la lutte anti-braconnage, la sensibilisation des populations, et le développement communautaire de la zone ciblée. En 2017, le parc Chinko a été impacté par les violences surgies dans le Sud-Est, ayant accueilli et assisté 3,000 personnes déplacées par le conflit.

### ***❖ Promotion de la cohésion sociale, du dialogue et de la réconciliation dans la société centrafricaine***

Ce programme contribue à favoriser la stabilisation et le relèvement de la société centrafricaine en renforçant les capacités locales et le dialogue à court et moyen terme à travers 4 composantes: (i) renforcement des capacités de la société civile centrafricaine; (ii) appui au redéploiement des autorités locales; (iii) appui au retour des PDI et réfugiés centrafricains; (iv) soutien aux médias centrafricains.

#### **Renforcement des capacités de la société civile centrafricaine**

Cette composante en faveur de la société civile centrafricaine qui œuvre en faveur de la cohésion sociale et réconciliation, a été augmentée à 2.5 millions d'euros en 2017. Le projet prévoit une réponse holistique aux difficultés rencontrées par les acteurs de la société civile centrafricaine:

- un renforcement des capacités des organisations locales;
- un renforcement des capacités des organisations intermédiaires, telles que les plateformes de coordination;
- et un appui institutionnel au Secrétariat Permanent pour les ONG (SPONG), service sous tutelle du Ministère du Plan.

Le projet proposera des formations et un accompagnement adaptés aux besoins des acteurs concernés, mais également un centre de service qui mettra à disposition des organisations de la société civile le matériel, équipement et conseil nécessaires à leur opérationnalisation. Les négociations pour une mise en œuvre par le consortium Institut Bioforce/OFAM ont été engagées en 2017 et devraient aboutir au premier trimestre 2018.

Ce projet contribue à la Feuille de route d'appui à la société civile centrafricaine dans le cadre du Programme Indicatif National (PIN) sous le 11<sup>e</sup> Fonds Européen pour le Développement (FED) et maximisera les complémentarités avec les projets financés sous d'autres instruments de l'Union européenne en faveur de la société civile.

#### **Appui au retour des PDI et réfugiés centrafricains**

En réponse aux mouvements de retour observés depuis le début de l'année 2017 dans certaines zones, le Fonds Bêkou a adopté une nouvelle composante d'appui au retour des PDI et réfugiés centrafricains pour un montant de 9 millions d'euros. Cette composante vise à favoriser le retour dans les zones de Bangui, Ouham Pendé/Ouham, Nana Mambéré/Mambéré Kadei et Ouaka (Bambari) par des activités socio-économiques, l'appui psychosocial, la réhabilitation d'infrastructures communautaires favorisant la cohésion sociale et la production, et le renforcement des capacités locales. Un premier appel à manifestation d'intérêt pour les zones de Bangui et Bambari a été lancé en juillet 2017 pour un montant de 5.25 millions d'euros. La mise en œuvre des projets devrait débuter au premier trimestre 2018. Cependant, suite à la dégradation sécuritaire dans le

Nord-Ouest du pays, le deuxième appel à manifestation est réorienté sur la zone ouest uniquement pour un financement maximal de 3.75 millions d'euros et sera publié en janvier/février 2018.

### **Appui au redéploiement des autorités locales**

Une Convention de délégation a été signée le 10 mars 2016 avec Expertise France pour la mise en œuvre d'un projet pilote de redéploiement des services publics déconcentrés, renforcement de la cohésion sociale et relèvement précoce en Centrafrique. Expertise France agit en partenariat avec Avocats Sans Frontières Belgique (ASF) pour le volet justice et l'Agence française de coopération médias (CFI) pour le volet médias. Une collaboration est également établie entre CFI et l'Association des Radios Communautaires centrafricaines (ARC). Le projet est piloté par un comité multi-acteurs sous la présidence du Haut-Commissaire à la Primature chargé de la politique de décentralisation et de régionalisation. La coordination locale est renforcée par des comités réunissant les autorités locales et les autres partenaires du projet dans les régions ciblées.

Les activités ont démarré depuis mai 2016 et se poursuivent sur une période de 30 mois en trois phases: phase 1 - diagnostic (cartographie des acteurs et renforcement des partenaires locaux); phase 2 – stabilisation (redéploiement des autorités locales et renforcement des cadres de concertation locaux); phase 3 – relèvement précoce de deux régions (restauration des services locaux de base et relance économique locale).

Suite au diagnostic établi en 2016 sur les 4 territoires présélectionnés (Bambari, Berberati, Bria et Bangassou), les régions de Berberati et Bria ont été retenues comme zones ciblées par le projet. Le diagnostic a porté sur la gouvernance locale, le cadre et les conditions de travail, et les compétences et capacités des services et du personnel, les médias, la cohésion sociale et l'activité économique. Ainsi, les deux régions ont été sélectionnées selon les critères de nécessité du projet au regard de ses différents enjeux, synergie des actions en cours et à venir et faisabilité. Un plan d'action évolutif pour chacune des deux régions a été adopté par la suite.

La mise en œuvre des activités s'est déroulée dans un contexte sécuritaire volatil notamment à Bria qui a connu une recrudescence de violence depuis novembre 2016. Par conséquent, les activités ont été ralenties dans cette localité et les équipes ont cependant renforcé les activités à Berberati. Toutefois, des émissions de sensibilisation de la population diffusées par les radios communautaires se sont poursuivies également à Bria. Par ailleurs, des formations sur les techniques de management éditorial ont été effectuées pour les directeurs et chefs de radios. Les activités d'équipement en matériels ont démarré et restent encore à mettre pleinement en œuvre.

A Berberati, le renforcement des autorités locales, médias et instances de justice, ainsi que la réhabilitation des bâtiments administratifs<sup>14</sup>, ont pu avancer, malgré quelques lenteurs administratives. Les formations ont renforcés et sensibilisés les autorités locales et chefs de quartiers dans leur rôle. Le plan de renforcement

---

<sup>14</sup> Bâtiment de l'Agence centrafricaine de développement agricole (ACDA), abattoir de Berberati, bureau de la préfecture.

des capacités des autorités administratives reste encore à élaborer, retardé par la difficulté de rassembler l'ensemble des données administratives de chacun des fonctionnaires concernés.

Dans les deux localités, Bria et Berberati, des comités techniques d'appui aux projets de développement mènent les évaluations des besoins et des capacités locales des services et structures étatiques concernés.

### **Soutien aux médias indépendants comme acteurs directs du dialogue public au niveau local et national**

Le Fonds Bêkou a conclu un contrat de subvention avec la Fondation Hirondelle depuis fin avril 2016 pour une durée de deux ans, afin d'appuyer la Radio Ndeke Luka (RNL) dans sa mission d'information impartiale contribuant à la réconciliation et au dialogue en RCA.

Radio Ndeke Luka reste jusqu'à présent la seule radio avec une couverture nationale en Sango et en Français, émettant en direct 24h/24 et 7 jours/7. Ses émissions sont axées sur les droits humains, la jeunesse, la condition féminine, le développement, la santé et la bonne gouvernance. La radio intervient également à travers son site internet (<http://www.radiondekeluka.org>) sur lequel elle publie ses articles et donne accès à ses émissions en direct et enregistrées. Ainsi, elle diffuse des messages de cohésion sociale et fournit des clés de compréhension des efforts de réconciliation par son programme d'informations usuel, mais aussi des émissions thématiques telles "A vous la parole" sur le retour des déplacés et "Eh le Songo, Dialogue des cultures et religions".

Le Fonds Bêkou appuie RNL dans son fonctionnement quotidien et renforce ses capacités, afin d'accroître encore son professionnalisme et sa durabilité. En 2017, RNL a continué ses activités, tout en ajustant sa grille de programmes et en élaborant de nouvelles émissions pour répondre aux demandes des auditeurs ainsi qu'à l'évolution du pays. Les relais de Bambari, Bouar, Bozoum et Ndélé, ainsi que les radios partenaires diffusant les programmes de RNL, ont globalement continué à fonctionner sur l'année. La grille des programmes de RNL a assuré la représentativité de toutes les tendances politiques en RCA. Par ailleurs, l'émission de dialogue "Patara" a permis un débat par semaine sur les activités gouvernementales.

<b>Résultats clés – Appui à la Radio Ndeke Luka</b>		
<b>Indicateur</b>	<b>Résultat</b>	<b>Taux de réalisation</b>
Taux de la population centrafricaine ayant accès aux programmes de RNL	Plus de 2 millions d'individus	>39%
Nombre d'internautes fréquentant chaque mois le site web de RNL et les pages de réseaux sociaux	Plus de 316 000 sessions et 77 000 personnes ont consulté le site web et/ou écouté les programmes en ligne	100%
Nombre de radios communautaires reprenant une	7 radios communautaires ont rediffusés RNL. La 8 <sup>e</sup>	87%

heure d'émissions de RNL en direct chaque jour	radio à Kaga Bandoro a dû fermer.	
Nombre d'émetteurs relais FM de RNL fonctionnant 24/24 au minimum 20 mois sur 24	5 émetteurs émettent 24h/24h	100%
Nombre d'auditeurs/personnalités de la société civile / décideur / politicien par semaine participant aux émissions de RNL	Plus de 10 auditeurs /personnalités par semaine	100%
Nombre d'étudiants stagiaires accueillis au sein de la RNL chaque année	9	180%
Nombre de collaborateurs d'autres médias participant aux formations de RNL	3	30%
Nombre de journalistes, animateurs, présentateurs, techniciens et membres de l'administration conseillés, suivis et évalués lors des formations et en interne	30	100%
Nombre de formations sur la production et diffusion d'émissions organisées	9 formations et de la formation continue	112%

**Actions adoptées par le Comité de gestion en décembre 2017, dont la mise en œuvre n'a pas encore démarré:**

**❖ Résilience rurale et création d'emplois**

L'action "Résilience rurale et création d'emplois" vise à promouvoir une dynamique de croissance durable et de création d'emplois dans les secteurs agropastoraux productifs en RCA. Le programme adopte une approche "filière" pour relever les défis structurels et organisationnels entravant le développement des filières productives.

Trois objectifs spécifiques guident l'action:

- Renforcer l'agriculture de subsistance et redynamiser le secteur agropastoral;
- Améliorer la productivité agricole et pastorale;
- Développer les filières de production/chaînes de valeur les plus prometteuses en matière d'emploi des jeunes.

Dans ce but, l'action appuiera les producteurs de base et structures faîtières, les services décentralisés, et les politiques et stratégies sectorielles. Les filières agricoles et d'élevage seront soutenues dans toute leur chaîne de valeur: production, transformation, conservation, commercialisation et vente. Des expériences positives acquises par le programme "Appui à la production

alimentaire pour la résilience et la cohésion sociale des communautés affectées par les crises récurrentes en République Centrafricaine", telles que le modèle de la caisse de résilience, seront mises à profit de l'action.

Le projet interviendra à échelle nationale dans les zones rurales de la RCA. Au niveau central, une assistance technique viendra en appui des ministères de tutelle.

### ❖ *Désenclavement des Régions en République Centrafricaine*

L'objectif de l'action consiste à désenclaver les régions prioritairement par la mise en place d'infrastructures et d'équipements. L'installation de ponts métalliques, mis à disposition gratuitement par la France, en remplacement de bacs et ponts vétustes, permettra en particulier d'agir sur les axes routiers. Le programme contribue ainsi au développement socio-économique du pays en promouvant la circulation des biens et des personnes, en renforçant la sécurité et la cohésion sociale, et en facilitant le redéploiement des fonctionnaires et agents de l'Etat.

L'action capitalisera sur les expériences passées en RCA d'installation de ponts, notamment de ponts Bailey. La liste définitive des ouvrages prioritaires sera finalisée après l'analyse de la faisabilité aux endroits pré-identifiés par les autorités centrafricaines.

Le projet sera complémentaire à de nombreuses actions en cours et il travaillera en synergie et partenariat avec d'autres projets de construction et de réhabilitation d'infrastructures dans le pays.

### ❖ *Eau pour la Paix, Eau pour la Vie (PEPEV)*

Cette action a pour but principal d'augmenter le taux de couverture en eau potable et en assainissement de la République centrafricaine. Le projet est en ligne avec la Politique et Stratégie Nationale de l'Eau et de l'Assainissement (PSNEA), qui constitue le cadre d'orientation du secteur.

Le projet prévoit le renforcement des capacités des comités de gestion des points d'eau et des communautés en matière d'hygiène et d'assainissement, la construction/réhabilitation d'infrastructures d'hydraulique et d'assainissement de base tant en milieu rural qu'en milieu urbain et périurbain, ainsi que le renforcement des moyens techniques d'opération de l'Agence Nationale pour l'Eau et l'Assainissement. L'action se décompose en deux volets : (i) intervention immédiate d'appui à l'accès à l'eau et à l'assainissement de base dans les zones prioritaires et, (ii) intervention structurante sur le moyen terme.

La présente action vient compléter et renforcer les impacts des différents projets de l'Union européenne, ainsi que de la Banque Africaine de Développement (BAD), de l'UNICEF et d'autres partenaires à la République centrafricaine.

## **2.3 Suivi et évaluation**

### **2.3.1 Collecte de données périodique**

Les projets du Fonds Bêkou sont suivis en interne grâce à une collecte de données trimestrielle confirmant les progrès réalisés au niveau des indicateurs clés de l'action, tels que définis dans le cadre logique. Ces données sont complétées par des notes narratives résumant les activités mises en œuvre, les principaux défis rencontrés et leur éventuel impact sur les bénéficiaires.



Ce système de suivi régulier permet de collecter des informations opérationnelles en dehors des rapports exécutifs, généralement annuels, soumis par le partenaire de mise en œuvre, et permet de suivre les avancées et retards éventuels dans la mise en œuvre, et le cas échéant de prendre des mesures correctrices pour atteindre les résultats escomptés dans les délais.

### 2.3.2 Missions de suivi axé sur les résultats

Depuis 2016, les projets du Fonds Bêkou bénéficient du suivi basé sur les résultats (ROM – *Results Oriented Monitoring*), module commun aux DG DEVCO, DG NEAR, et Délégations de l'Union européenne. Les 4 missions ROM prévues pour l'année 2017 ont été effectuées selon la planification annuelle:

- Projet pilote de redéploiement des services déconcertés, de renforcement de la cohésion sociale et de relèvement précoce en Centrafrique – Expertise France;
- Ecofaune+ (volet nord-est) – AGRECO;
- Radio Ndeke Luka – Fondation Hironnelle;
- Relance économique – Consortium DRC/MCE/ACTED.

Les ROM ont permis une évaluation ponctuelle de la mise en œuvre de l'action, ont permis d'identifier les forces des projets et certaines faiblesses qui font actuellement l'objet de mesures de correction.

### 2.3.3 Evaluations

Une évaluation des deux phases du programme de santé est prévue au premier trimestre 2018. Bien que cette évaluation ait été initialement prévue vers la fin 2017, elle a été reportée pour permettre la reprise du dialogue avec le nouveau Ministre de la Santé et de la Population, suite au remaniement du gouvernement en septembre 2017, et la prise de fonction de l'assistant technique du Fonds Bêkou au Ministère.

## 2.4 Communication et visibilité

Sur toute l'année 2017, les partenaires ont poursuivi la mise en œuvre de leur plan de communication et visibilité, assurant une sensibilisation et communication sur les projets, ainsi que la visibilité de l'Union européenne. Par ailleurs, les partenaires exécutifs ont continué à publier des articles et témoignages de bénéficiaires sur le site internet de capacity4dev (<https://europa.eu/capacity4dev/trust-fund-bekou>), mais également leurs propres sites et réseaux sociaux et la presse locale.

Le Fonds Bêkou a également effectué les activités de communication et visibilité suivantes:

Activité	Lieu	Dates
Débat conjoint Bêkou/Cordaid "Supporting partnerships for sustainable peace in the Central African Republic" aux Journées européennes du Développement (JED)	Bruxelles	8 juin 2017

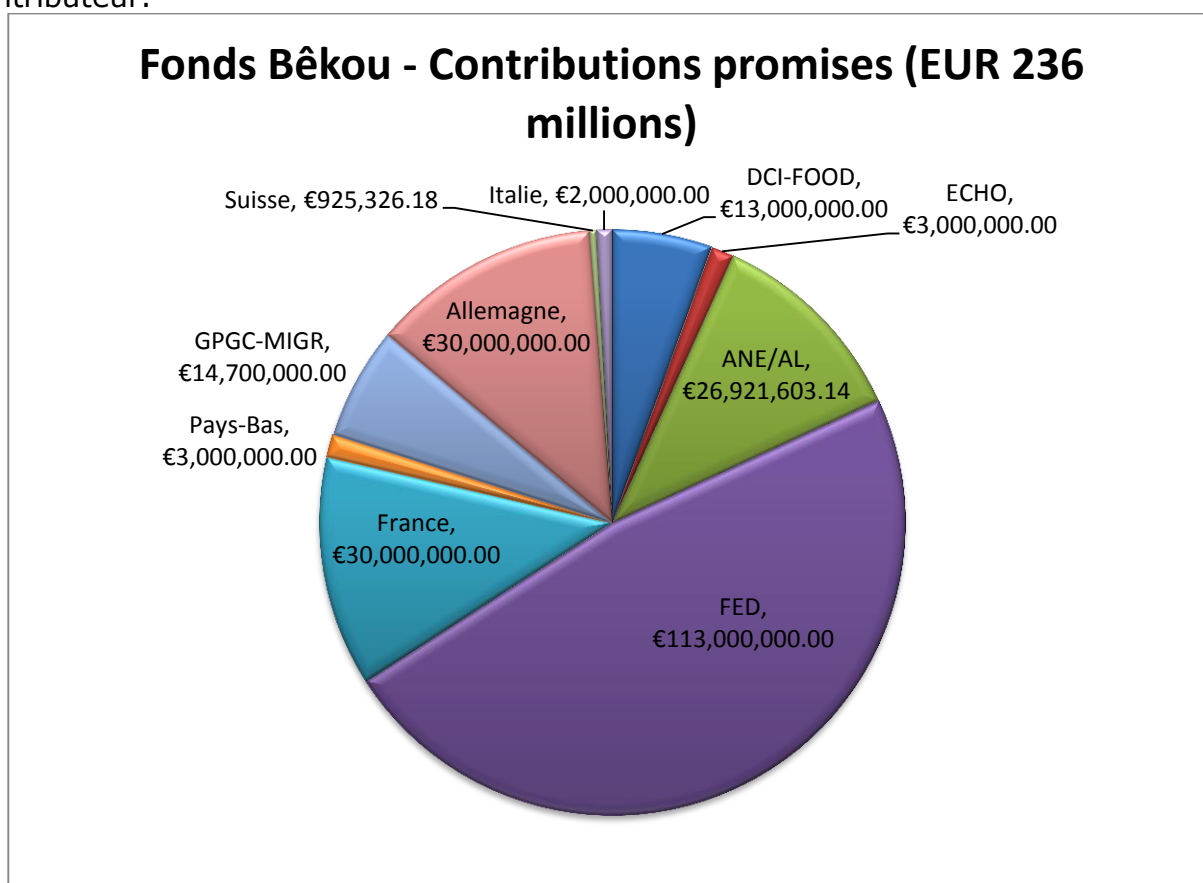
Organisation d'évènements publics (débat, atelier, stands, jeux-concours, distribution de matériel de visibilité Bêkou) sur le secteur agropastoral et développement rural en RCA à l'occasion de la Journée internationale de la femme rurale et de la Journée mondiale de l'alimentation	Bangui	19 – 20 octobre 2017
Contribution à l'atelier de cinéma documentaire autour de la thématique de la réconciliation (initiative Ateliers Varan)	Bangui	A partir de décembre 2017 pour une durée de 8 mois

### 3. RAPPORT FINANCIER<sup>15</sup>

#### 3.1 Promesses de dons et contributions

En 2017, les contributeurs du Fonds Bêkou se sont engagés pour un montant de contributions dépassant les 236 millions d'euros, ce qui représente une augmentation de 63 millions par rapport au total des contributions 2016. Ces promesses de dons se sont concrétisées pour la plus grande part: plus de 180 millions d'euros ont été confirmés par un certificat de contribution, contre seulement 56 millions d'euros en attente de certificat.

Le graphique ci-dessous montre la ventilation des contributions promises par contributeur.



Le tableau ci-dessous montre la ventilation entre contributions promises, confirmées et payées ainsi que les montants des crédits (opérationnels et administratifs) d'engagement et de paiement (avec les intérêts perçus jusqu'à la fin de 2017).

<sup>15</sup> Draft annual accounts of the EU Trust Fund will be annexed to the AAR of the AOD.

<b>Contributions</b>	<b>Pledged</b>	<b>Certified (Committable)</b>	<b>Interests</b>	<b>Cashed (Payable)</b>
UE - FED	€113,000,000.00	€68,000,000.00		€39,000,000.00
UE - DCI-FOOD 2014-2016	€13,000,000.00	€13,000,000.00		€10,000,000.00
UE - ANE/AL 2014-2016	€26,921,603.14	€26,921,603.14		€0.00
UE - GPGC-MIGR	€14,700,000.00	€14,700,000.00		
UE - ECHO	€3,000,000.00	€3,000,000.00		€2,000,000.00
DE	€30,000,000.00	€30,000,000.00		€30,000,000.00
FR	€30,000,000.00	€20,000,000.00		€15,000,000.00
NL	€3,000,000.00	€3,000,000.00		€3,000,000.00
CH	€925,326.18	€925,326.18		€925,326.18
IT	€2,000,000.00	€1,000,000.00		€1,000,000.00
<b>TOTAL PLEDGES</b>	<b>€236,546,929.32</b>			
<b>TOTAL INTERESTS</b>			<b>€149,725.33</b>	
<b>TOTAL COMMITMENT APPROPRIATIONS RECEIVED (OPERATIONAL &amp; ADMINISTRATIVE)</b>		€180,546,929.32		
<b><u>TOTAL COMMITMENT APPROPRIATIONS RECEIVED (OPERATIONAL &amp; ADMINISTRATIVE) + INTERESTS</u></b>		<b><u>€180,696,654.65</u></b>		
<b>TOTAL COMMITMENT APPROPRIATIONS RECEIVED (OPERATIONAL INCL. INTERESTS)</b>		€172,432,806.20		
<b>TOTAL COMMITMENT APPROPRIATIONS RECEIVED (ADMINISTRATIVE INCL. INTERESTS)</b>		€8,263,848.45		
<b>TOTAL PAYMENT APPROPRIATIONS RECEIVED (OPERATIONAL &amp; ADMINISTRATIVE)</b>				€100,925,326.18
<b><u>TOTAL PAYMENT APPROPRIATIONS RECEIVED (OPERATIONAL &amp; ADMINISTRATIVE) + INTERESTS</u></b>				<b><u>€101,075,051.51</u></b>
<b>TOTAL PAYMENT APPROPRIATIONS RECEIVED (OPERATIONAL INCL. INTERESTS)</b>				€96,021,298.94
<b>TOTAL PAYMENT APPROPRIATIONS RECEIVED (ADMINISTRATIVE INCL. INTERESTS)</b>				€5,053,752.57

Le tableau ci-dessous montre la ventilation entre contributions promises, confirmées et à recevoir.

Contributeurs	Montant promis	Certificat de contribution	Montant certifié	Montant à recevoir
<b><u>BUDGET UE (TU1)</u></b>		-	-	
DCI-FOOD 2014	€10,000,000.00	OUI	€10,000,000.00	
DCI-FOOD 2016	€3,000,000.00	OUI	€3,000,000.00	
ECHO - 1	€2,000,000.00	OUI	€2,000,000.00	
ECHO - 2	€1,000,000.00	OUI	€1,000,000.00	
ANE/AL 2014	€10,669,756.54	OUI	€10,669,756.54	
ANE/AL 2015 (DEVCO)	€8,552,672.12	OUI	€8,552,672.12	
ANE/AL 2016 (NEAR)	€1,990,000.00	OUI	€1,990,000.00	
ANE/AL 2016 (DEVCO)	€3,120,114.43	OUI	€3,120,114.43	
ANE/AL 2016/2017	€2,589,060.05	OUI	€2,589,060.05	
GPGC-MIGR	€14,700,000.00	OUI	€14,700,000.00	
<b>Sous-total TU1</b>	<b>€57,621,603.14</b>		<b>€57,621,603.14</b>	<b>€0.00</b>
<b><u>FED (TU3)</u></b>		-		-
FED	€39,000,000.00	OUI	€39,000,000.00	
FED - PIR	€5,000,000.00	OUI	€5,000,000.00	
FED - OMD	€9,000,000.00	OUI	€9,000,000.00	
FED - RESERVE	€15,000,000.00	OUI	€15,000,000.00	
PIN - FED 11ème	€45,000,000.00	NON		45,000,000.00
<b>Sous-total TU3</b>	<b>€113,000,000.00</b>		<b>€68,000,000.00</b>	<b>€45,000,000.00</b>
<b><u>EXTERNE (TU5)</u></b>		-		-
FRANCE - 1	€5,000,000.00	OUI	€5,000,000.00	
FRANCE - 2	€5,000,000.00	OUI	€5,000,000.00	
FRANCE - 3	€5,000,000.00	OUI	€5,000,000.00	
FRANCE - 4	€15,000,000.00	OUI	€5,000,000.00	10,000,000.00
NETHERLANDS	€3,000,000.00	OUI	€1,000,000.00	
			€1,000,000.00	
			€1,000,000.00	
ALLEMAGNE - 1	€5,000,000.00	OUI	€5,000,000.00	
ALLEMAGNE - 2	€10,000,000.00	OUI	€10,000,000.00	
ALLEMAGNE - 3	€15,000,000.00	OUI	€15,000,000.00	
ITALIE - 1	€1,000,000.00	OUI	€1,000,000.00	
ITALIE - 2	€1,000,000.00	NON		1,000,000.00
SUISSE - 1	€925,326.18	OUI	€925,326.18	
<b>Sous-total TU5</b>	<b>€65,925,326.18</b>		<b>€54,925,326.18</b>	<b>€11,000,000.00</b>
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>€236,546,929.32</b>		<b>€180,546,929.32</b>	<b>€56,000,000.00</b>

### 3.2 Bénéficiaires et montants contractualisés

Pendant l'année 2017, le Fonds Bêkou a conclu 15 nouveaux contrats pour un montant total de 19,739,316.69 EUR. Ces contrats ont été conclus dans le cadre des programmes suivants: Programme d'appui sectoriel santé au Plan de Transition en RCA (Santé II); Programme d'appui à la production alimentaire pour la résilience et la cohésion sociale des communautés affectées par les crises récurrentes en République centrafricaine (Sécurité alimentaire et nutritionnelle); Programme de promotion de l'intégration et de la participation des femmes et des jeunes filles à la vie économique, sociale, et politique de la République centrafricaine (Genre II); Projet ECOFAUNE+ Ecosystèmes Faunistiques du nord-est RCA/Tchad et du sud-est de la RCA et dans le cadre de la Facilité d'assistance technique et de communication.

Le Fonds Bêkou a aussi approuvé l'augmentation de certaines subventions déjà attribuées lors d'années précédentes. En particulier 3 contrats déjà conclus en 2016 dans le cadre du programme SANTE II ont été augmentés en 2017 pour un total de 2,099,715.42 EUR et 3 contrats déjà conclus en 2015 dans le cadre du programme Sécurité Alimentaire et nutritionnelle ont été augmentés pour un total de 619,464.00 EUR

La liste de tous les contrats signés depuis le lancement du Fonds Bêkou, y inclus le nom de l'organisation bénéficiaire, le montant contractualisé ou final et l'année de signature du contrat, est l'objet du tableau ci-dessous.

Contrats 2014-2017				
Réf.	Titre	Bénéficiaire	Montant contractualisé ou final (EUR)	Année de signature du contrat
T03.9	Appui à la restauration du système de santé de base dans les régions de Bangassou et Bossangoa	Cordaid	3 185 203.17 <sup>16</sup>	2015
T03.10	Strengthening the health system in north-eastern Central African Republic	International Medical Corps UK	2 987 454.12 <sup>17</sup>	2015
T03.11	Assistance médico-nutritionnelle auprès des populations résidentes et déplacées du 6 <sup>e</sup> arrondissement de Bangui et du district sanitaire de Bimbo	Alliance for International Medical Action	2 160 830.68 <sup>18</sup>	2015
T03.12	Amélioration de la situation	International	1 336 091.00 <sup>19,20</sup>	2015

<sup>16</sup> Projet clôturé. Montant final après éventuel dégagement.

<sup>17</sup> Projet clôturé. Montant final après éventuel dégagement.

<sup>18</sup> Projet clôturé. Montant final après éventuel dégagement.

<sup>19</sup> Projet clôturé. Montant final après éventuel dégagement.

	économique et sociale des femmes et de leur famille en RCA	Rescue Committee UK		
T03.13	Projet d'assistance médico-nutritionnelle pour les populations affectées par le conflit armé et ses conséquences, et de la relance du système de santé des districts de Lakouanga et Ouango-Bangui dans la région sanitaire n°7 de la RCA	Save The Children Denmark	1 358 133.00	2015
T03.14	Appui au district des Castors dans le 3e arrondissement de Bangui	Croix-Rouge française	2 300 000.00	2015
T03.27	High level conference on the EU Trust Fund or CAR Bêkou Lot 2- Communication and training	Particip	89 935.00 <sup>21</sup>	2015
T03.28	High level conference on the EU Trust Fund for CAR Bêkou – Lot 3 Conference	LDK Consultants and Planners	60 874.70 <sup>22</sup>	2015
T03.30	Programme de reconstruction économique et sociale en milieu urbain RCA	Agence française de développement (AFD)	4 400 000.00	2015
T03.32	Programme de réponse à court et à moyen terme à l'afflux de réfugiés de la RCA au Cameroun	Deutsche Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit (GIZ)	4 380 000.00	2015
T03.33	Contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et au relèvement socio-économique des communautés paysannes de l'Ouham Pendé par le renforcement de leurs capacités de résilience	Danish Refugee Council	1 680 000.00 <sup>23</sup>	2015
T03.34	Appui à la participation des OSC et populations locales et autochtones dans la gouvernance des ressources naturelles et le relèvement socio-économique du Sud-	World Wide Fund for Nature (WWF)	374 794.00	2015

<sup>20</sup> Projet clôturé. Montant final après éventuel dégagement.

<sup>21</sup> Projet clôturé. Montant final après éventuel dégagement.

<sup>22</sup> Projet clôturé. Montant final après éventuel dégagement.

<sup>23</sup> Montant initial 1 500 000EUR. Avenant avec augmentation budgétaire signé en 2017 ajoutant 180 000EUR

	Ouest de la RCA			
T03.35	Appui à la restauration du système de santé de base à Ndélé	Première Urgence Internationale	1 736 845.70 <sup>24</sup>	2015
T03.36	Assistance technique au Ministère de la Santé publique	Agence Européenne pour le Développement Santé (AEDES)	378 476.10 <sup>25</sup>	2015
T03.38	Etude sur les options pour le renforcement du système national d'approvisionnement en médicaments essentiels génériques (MEG)	Health Research for Action (HERA)	51 540.71	2015
T03.43	Cohabitation, synergie et résilience agropastorale	Danish Refugee Council (DRC)	362 164.00	2015
T03.44	Purchase Order – 200 Pens + update of communication materials TF Bêkou	Particip	1 600.00 <sup>26</sup>	2015
T03.46	Contribution à la paix sociale et à la sécurité alimentaire durable à travers la restauration du dialogue et la relance du secteur élevage en RCA	Association de Coopération et de Recherche pour le Développement (ACORD)	450 088.20	2015
T03.47	La résilience des populations en matière de sécurité alimentaire	Food and Agriculture Organization (FAO)	1 700 000.00	2015
T03.48	Renforcement de la résilience des éleveurs à travers la réorganisation des réseaux de transhumance	ACTED	620 928.00 <sup>27</sup>	2015
T03.49	Transhumance	Food and Agriculture Organization (FAO)	813 536.00 <sup>28</sup>	2015
T03.57	Supply of services for the audit of the annual accounts	KPMG	237 500.00	2016
T03.61	Programme de restauration des activités pastorales dans	Catholic Relief	497 422.00	2016

<sup>24</sup> Projet clôturé. Montant final après éventuel dégagement.

<sup>25</sup> Projet clôturé. Montant final après éventuel dégagement.

<sup>26</sup> Projet clôturé. Montant final après éventuel dégagement.

<sup>27</sup> Montant initial 495 000EUR. Avenant avec augmentation budgétaire signé en 2017 ajoutant un montant de 125 928EUR

<sup>28</sup> Montant initial de 500 000EUR. Avenant avec augmentation budgétaire signé en 2017 ajoutant un montant de 313 536EUR



	les deux communes d'élevages de Niem et de Gaudrot dans la préfecture de la Nana-Mambéré en RCA	Services (CRS)		
T03.64	Projet pilote de redéploiement des services déconcentrés de renforcement de la cohésion sociale et de relèvement précoce en Centrafrique	Expertise France	3 700 000.00	2016
T03.68	Frais de voyages journalistes Vox Media – Reportage investiture du Président à Bangui	Global Business Travel American Express (AMEX)	2 594.13	2016
T03.70	Radio Ndeke Luka: favoriser la réconciliation et le dialogue en RCA à travers un média impartial, national et professionnel	Fondation Hirondelle	1 995 961.35	2016
T03.72	Update Communication materials – Brochures EN/FR	Particip	2 500.00	2016
T03.74	Préparation et facilitation du débat Bêkou aux JED – 16 Juin 2016	ECDPM – European Centre for Development Policy Management	2 437.41	2016
T03.78	Contrat cadre PMO – Bon de commande – Frais de voyage 1 ministre RCA + 1 – EDD- 16 Juin 2016	AMEXO	7 272.16	2016
T03.80	Ecosystème Faunistiques du Nord-est RCA/Tchad et du Sud-est de la RCA – Volet Nord	AGRECO	3 834 750.00	2016
T03.84	Service de modération et facilitation de l'atelier Bangui "De la Résilience au Développement"	URD – Urgence Réhabilitation Développement	14 805.00	2016
T03.85	"Promouvoir la Réconciliation et le Dialogue en République centrafricaine (RCA)" – Etude	Vircoulon risk Consulting	19 500.00	2016
T03.86	Atelier Bêkou "De la Résilience au Développement" – Mise à disposition des locaux, équipement, matériel et services d'accueil et traiteur	Alliance Française (Bangui)	9 416.70	2016
T03.88	Fini Bangondo Ti Mai (Nouvelle vision pour le développement)	DRC – Danish Refugee Council	7 467 455	2016
T03.91	Projet d'assistance medico-nutritionnelle pour les populations vulnérables et	PUI – Première Urgence	1 800 000.00	2016

	de renforcement du système de santé des 1 <sup>er</sup> , 2 <sup>ème</sup> et 4 <sup>ème</sup> arrondissements de Bangui	Internationale		
T03.92	Strengthening the health system in northeaster central African republic	IMC – International Medical Corps	4 202 938.00 <sup>29</sup>	2016
T03.93	Projet d'assistance médico-nutritionnelle auprès des populations résidentes et déplacées du 6 <sup>ème</sup> arrondissement de Bangui et du district sanitaire de Bimbo	ALIMA – Alliance for International Medical Action	2 539 937.42 <sup>30</sup>	2016
T03.94	Soutien au district de Castors pour la consolidation durable du système sanitaire dans le 3 <sup>ème</sup> arrondissement de Bangui et sa périphérie	CRF – Croix Rouge Française	2 273 691.00 <sup>31</sup>	2016
T03.95	Appui à la restauration du système de santé dans les régions de Bangassou et Bossangoa	Cordaid	3 963 134.00 <sup>32</sup>	2017
T03.97	PRESU 2 – Programme de reconstruction économique et sociale en milieu urbain – Phase 2	Agence française de développement (AFD)	11 660 000.00	2016
T03.99	Identification et formulation du programme d'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement de base sous le financement du Fonds Fiduciaire Bêkou – Contrat cadre nr 2017/383298 BENEf 2013 LOT 2	PlanetEau	29 468.28	2017
T03.100	Catering et fleurs conférence de Bruxelles pour la République	Conseil de l'Union Européenne	20 573.82	2017

<sup>29</sup> Montant initial 3 000 000EUR. Avenant pour extension signé en 2017 ajoutant 1 202 938EUR

<sup>30</sup> Montant initial 2 116 851EUR. Avenant pour extension signé en 2017 ajoutant 423 086.42EUR

<sup>31</sup> Montant initial 1 800 000EUR. Avenant pour extension signé en 2017 ajoutant 473 691EUR

<sup>32</sup> Montant initial 3 189 644EUR. Avenant pour extension signé en 2017 ajoutant 773 490EUR

	Centrafricaine 17/11/2016			
T03.101	Projet d'appui à la relance des filières de l'élevage urbain et périurbain en République centrafricaine	COOPI – Cooperazione Internazionale	3 350 000.00	2017
T03.102	Prévention et réponse aux violences basées sur le genre à travers l'autonomisation sociale, économique et la participation citoyenne des femmes et des filles	International Rescue Committee UK	1 386 000.00	2017
T03.104	Appui à la restauration du système de santé de base en faveur des populations vulnérables de la préfecture sanitaire de la Bamingui Bangoran (RCA)	PUI – Première Urgence Internationale	3 400 000.00	2017
T03.105	Préparation et modération du débat Bêkou aux JED 2017	ECDPM – European Centre for Development Policy Management	2 437.41	2017
T03.106	Mission d'évaluation du secteur agro-pastoral en vue de la formulation de la fiche d'action Sécurité Alimentaire 2	Bernard Baugé	11 880.00	2017
T03.107	Contrat cadre PMO - Bon de commande – Frais de voyages + hôtel 2 ministres RCA – JED 2017	AMEX	7 861.18	2017
T03.109	Assistance Technique (AT1) SANTE II	Agence Européenne pour le Développement Santé (AEDES)	463 800	2017
T03.111	Amélioration de la prise en charge sanitaire des populations vulnérables de la préfecture de la Mambere Kadei par le renforcement des capacités de la Croix-Rouge Centrafricaine	CRF – Croix Rouge Française	2 721 441.00	2017
T03.112	Implementing sustainable conservation management interventions in the Chinko Project Area in CAR	AFRICAN PARKS NETWORK (APN)	1 490 877.00	2017
T03.114	Journée Internationale de la femme rurale et de l'alimentation en RCA	Alliance Française (Bangui)	19 924.00	2017
T03.115	Projet d'amélioration de la prise en charge de la santé maternelle et infantile dans le district sanitaire de Boda	Alliance for International Medical Action	2 850 000	2017

	en RCA			
T03.116	Projet de création documentaire autour de la thématique de la réconciliation	Alliance française (Bangui)	19 920.00	2017

### 3.3 Montants payés

En 2017, plus de 18 millions d'euros ont été décaissés. Ce montant vient s'ajouter aux paiements précédents pour atteindre un total décaissé de plus de 61 millions d'euros depuis le lancement du Fonds Bêkou. Le tableau ci-dessous montre la part des préfinancements et des dépenses réelles (dépenses justifiées et approuvées) par type de contrat/mode de gestion dans les paiements 2017.

	<b>All payments</b>		<b>Pre-financings</b>		<b>Relevant expenditure</b>	
	<b>(EUR)</b>	<b>%</b>	<b>(EUR)</b>	<b>%</b>	<b>(EUR)</b>	<b>%</b>
Grants in Direct Management	17,691,642	98%	16,449,718	99%	15,725,634	82%
Budget Support	0	0%	0	0%	0	0%
Procurement in Direct Management	403,049	2%	172,223	1%	418,655	2%
Indirect Management with International Organizations	0	0%	0	0%	0	0%
Indirect Management with EIB and EIF	0	0%	0	0%	0	0%
Indirect Management with Development Agencies	0	0%	0	0%	3,036,458	16%
Indirect Management with Beneficiary countries	0	0%	0	0%	0	0%
Administrative expenditure	0	0%	0	0%	0	0%
Other	0	0%	0	0%	0	0%
<b>Total :</b>	<b>18,094,691</b>	<b>100%</b>	<b>16,621,942</b>	<b>100%</b>	<b>19,180,747</b>	<b>100%</b>

## **4. MANAGEMENT ET CONTRÔLE INTERNE**

### **4.1 Résultats des contrôles**

#### **4.1.1 Efficacité des contrôles concernant la légalité et la régularité**

##### **4.1.1.1. Résultats des contrôles ex-ante**

Des contrôles ex-ante sont effectués de manière systématique par les 4 intervenants du circuit financier Bêkou, et ce pour toutes les transactions du Fonds. En 2017, 30 "factures" (factures commerciales ou demandes de remboursement) présentaient des dépenses à valider, les autres paiements étant liés à des préfinancements. Le tableau ci-dessous montre le résultat des contrôles et les dépenses inéligibles détectées avant paiement.

	Num ber of invoi ces	Gross Amount	Not Eligible	Credit Note	Total Not Eligible	% Not Eligible
Grants in Direct Management	19	16,066,026	340,392	0	340,392	2.12%
Budget Support	0	0	0	0	0	0.00%
Procurement in Direct Management	8	517,971	0	99,316	99,316	19.17%
Indirect Management with International Organizations	0	0	0	0	0	0.00%
Indirect Management with EIB and EIF	0	0	0	0	0	0.00%
Indirect Management with Development Agencies	3	3,036,458	0	0	0	0.00%
Indirect Management with Beneficiary countries	0	0	0	0	0	0.00%
Administrative expenditure	0	0	0	0	0	0.00%
Other	0	0	0	0	0	0.00%
<b>Total :</b>	<b>30</b>	<b>19,620,455</b>	<b>340,392</b>	<b>99,316</b>	<b>439,708</b>	<b>2.24%</b>

##### **4.1.1.2. Résultats des audits externes**

Les audits externes incluent les contrats de vérification de dépenses ou d'audit financier/de système contractualisés par le Fonds Bêkou.

Le premier plan annuel d'audit et de vérification a été établi en 2017 comme suit:

Ref No	Title	Beneficiary	Engagement type
T03.10	Strengthening the health system in North-eastern Central African Republic	IMC	Audit financier
T03.11	Assistance médico-nutritionnelle auprès des populations résidentes et déplacées du VIème arrondissement de Bangui et du district sanitaire de Bimbo	ALIMA	Audit financier
T03.30	Programme de reconstruction économique et sociale en milieu urbain RCA	AFD	Audit financier
T03.32	Programme de réponse à court et moyen terme) l'afflux de réfugiés de la RCA au Cameroun	GIZ	Audit financier
T03.46	Sécurité alimentaire – accompagnement des activités de pastoralisme	ACORD	Audit financier et de système
T03.47	Sécurité alimentaire - Résilience	FAO	Vérification de dépenses
T03.49	Sécurité alimentaire - Transhumance	FAO	Vérification de dépenses

Aucun contrat-cadre audit n'a cependant pu être signé avant la fin de 2017. Il n'y a donc pas de résultats à rapporter sous cette rubrique pour 2017.

#### **4.1.2 Prévention et détection des fraudes<sup>33</sup>**

Pas de résultats à rapporter sous cette rubrique pour 2017.

#### **4.2 Observations et recommandations faites par le Service d'audit interne/la Cour des comptes**

La Cour des comptes européenne a mené une mission d'audit de performance en 2016/2017 sur la conception et la mise en œuvre du Fonds Bêkou. Cette mission a donné lieu à un rapport spécial ("Le fonds fiduciaire Bêkou de l'UE pour la République centrafricaine: un début chargé d'espoir malgré quelques insuffisances" - <http://publications.europa.eu/webpub/eca/special-reports/Bekou-11-2017/fr/>) sur la base duquel un plan d'action a été établi par DEVCO et le Fonds Bêkou afin d'apporter une réponse aux recommandations effectuées par la Cour.

Les observations de la Cour sont les suivantes:

- Bien que reposant sur une analyse limitée, tant la décision de mettre en place le Fonds Bêkou que la conception retenue pour celui-ci étaient adaptées aux circonstances.
- La gestion du fonds Bêkou peut être améliorée.
- Malgré des circonstances difficiles, le Fonds Bêkou a donné à ce jour des résultats globalement positifs.

<sup>33</sup> EU Trust Funds are included in the anti-fraud strategy of the DG of the Authorising Officer in charge.

Les recommandations de la Cour sont les suivantes:

- Elaborer de nouvelles orientations sur le choix des instruments de financement et sur les analyses des besoins visant à définir les champs d'intervention des fonds fiduciaires;
- Améliorer la coordination au niveau des donateurs, les procédures de sélection et la mesure de la performance et optimiser les coûts administratifs.

#### **4.3 Evaluation de l'efficacité des systèmes de contrôle interne**

Le Fonds Bêkou opère dans le système général de contrôle interne défini par la Commission. Dans ce cadre, le gestionnaire a effectué l'évaluation des systèmes de contrôle en place au moyen du questionnaire ad hoc sur les 16 standards de contrôle interne. Cette évaluation se fonde sur le rapport du Service d'audit interne, sa propre évaluation des systèmes de contrôle et des risques, le type d'exceptions/dérogations enregistrées, le nombre et la fréquence des irrégularités détectées (faible) et d'autres informations (fonctionnement des circuits financiers, rapports de vérification des dépenses, missions de l'équipe, missions ROM, etc.).

D'une manière générale, aucune faiblesse significative n'a été détectée.